

Questions orales

qu'elle puisse mener une enquête adéquate. Mais tant que ces questions demeurent des allégations. . .

Une voix: Elles sont déjà faites!

M. Blais: Ce sont des allégations. Ce que vous devez faire, c'est de vous rendre directement à la GRC et, dans le respect. . .

Une voix: Répondez!

M. Blais: Est-ce que je peux répondre, monsieur le Président?

Une voix: Vous ne répondez pas!

M. Blais: Justement, dans le respect des droits individuels, ici au Canada, c'est ce que l'on doit faire. Il faut transmettre les informations à la GRC pour que cette dernière fasse enquête. Si vous avez des informations, allez à la GRC.

[Traduction]

M. Robinson: Monsieur le Président, ce n'est pas à moi de dire quoi faire à la GRC. Le ministre en est chargé au nom des citoyens canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Robinson: C'est son travail.

M. Andre: Au lieu de lancer de la boue, donnez donc des faits.

[Français]

M. Robinson: C'est l'ancien collègue conservateur qui lance de telles accusations. Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au vice-premier ministre. Parce que M. Gravel a plaidé coupable après une longue bataille en cour, ni les cours, ni le public n'ont eu l'occasion d'entendre les preuves qui auraient été apportées s'il y avait eu procès. Monsieur le Président, on a entendu les allégations très graves de conversations téléphoniques entre le Bureau du premier ministre et l'ingénieur en question. Je demande maintenant au vice-premier ministre: Ne croit-il pas qu'il est temps, enfin, d'entamer une enquête urgente sur l'ingérence politique dans l'administration de la justice au Canada? Quand vont-ils agir enfin?

M. Blais: Monsieur le Président, encore une fois, mon collègue demande que l'on fasse une enquête publique et il me reproche de ne pas intervenir et de ne pas ordonner à la GRC de faire quoi que ce soit. Je ne comprends pas du tout où le député veut en venir, monsieur le Président. On laisse justement la GRC prendre connaissance des faits. Si on a des faits, on leur remet et on leur demande de les analyser. Mais il ne revient pas au solliciteur

général, ni à aucun membre de ce gouvernement de dire quoi faire à la GRC. Et les membres de ce gouvernement soutiennent que la GRC doit être indépendante, mener ses enquêtes comme elle l'entend, et cette indépendance nous allons la respecter.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Ma question s'adresse au ministre d'État (Agriculture), monsieur le Président. Face au contexte changeant actuel de l'économie mondiale et de l'économie canadienne, les agriculteurs de l'Abitibi—Témiscamingue et du Québec viendront à Ottawa demain après-midi afin de sensibiliser le gouvernement canadien à leurs inquiétudes.

Monsieur le Président, ma question est la suivante: Est-ce que le ministre peut me dire aujourd'hui s'il pourrait recevoir demain, avant la manifestation, les principaux dirigeants de l'UPA québécois pour discuter de certains dossiers qui les préoccupent, surtout la scène provinciale québécoise?

L'hon. Pierre Blais (solliciteur général du Canada et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Effectivement, nous avons déjà pris les mesures. Nous avons rencontré, le premier ministre en tête, ainsi que le ministre du Commerce extérieur, le ministre de l'Agriculture, et moi-même, les dirigeants agricoles québécois, il y a à peine quelques semaines, et nous avons discuté des problèmes que vivent ces producteurs agricoles, et nous allons les rencontrer lorsqu'il sera nécessaire de le faire. Je crois que nous avons toujours été disponibles alors que le gouvernement précédent, le premier ministre de l'époque, n'a pas jugé bon de les rencontrer une seule fois en 16 ans de pouvoir. Notre premier ministre a rencontré les dirigeants agricoles québécois à au moins huit ou neuf reprises, monsieur le Président. C'est ce qui démontre l'intérêt de notre gouvernement pour les producteurs agricoles. Et nous allons continuer de défendre leurs intérêts, monsieur le Président, soyez sans inquiétude!

* * *

[Traduction]

LE SÉNATEUR

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de la Banque fédérale de développement et